

SPF 35 - ILLE-ET-VILAINE
17 RUE DES LANDELLES
35510 CESSON SEVIGNE

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
EXERCICE CLOS AU 31/12/2024**

Aux Membres de la Fédération du SPF 35 - Ille-et-Vilaine,

1. OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Fédération du SPF 35 - Ille-et-Vilaine, relatifs à l'exercice clos le 31/12/2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Fédération à la fin de cet exercice.

2. FONDEMENT DE L'OPINION

2.1. Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

2.2. Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 01/01/2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

2.3. Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous vous informons que les données figurant dans la partie présentation de la Fédération n'ont pas fait l'objet d'un contrôle de notre part.

3. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Nous avons vérifié que les modalités retenues pour l'élaboration des comptes annuels, du Compte par Origine de Destination et du compte d'emploi annuel des ressources, sont conformes au plan comptable interne de l'Union du Secours Populaire Français et aux règles de gestion validées par son conseil d'administration, en respect des réglementations en vigueur, ainsi qu'aux dispositions du règlement CRC 2018-06 et qu'elles ont été correctement appliquées.

Nos contrôles ont porté sur l'ensemble des cycles et plus particulièrement sur les cycles ressources/contributeurs, trésorerie, charges et contribution volontaire en nature en raison de l'importance de ces postes. Les sondages et les contrôles effectués ont contribué à l'expression de notre opinion.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

4. VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

A la date de signature du présent rapport, nous n'avons pas eu connaissance des documents à caractère financier remis par le Comité départemental en vue de l'Assemblée Générale.

5. RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LA GOUVERNANCE D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle

estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la fédération à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la Fédération ou de cesser son activité.

Les comptes annuels sont arrêtés par le Comité départemental.

6. RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre fédération.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la fédération à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à PARIS,

Jérôme SZLIFKE
Commissaire aux Comptes

Signé par Jerome Szlifke
Le 23/05/2025

ID: tx_dDXBVdoK5yqM





Bilan

Fédération de l'ILLE ET VILAINE - FED JR 035 0 00000

000058

Exercice : 2024

| En Euros | Montant brut | Amortissements et dépréciations | Montant net 2024 | Montant net 2023 |
|--|------------------|------------------------------------|------------------|------------------|
| Immobilisations incorporelles | | | | |
| Frais d'établissement | | | | |
| Donations temporaires d'usufruit | | | | |
| Autres immobilisations incorporelles | | | | |
| Avances et acomptes sur immobilisations incorp.en cours | | | | |
| Immobilisations corporelles | 1 308 835 | 603 086 | 705 750 | 742 161 |
| Terrains | 250 000 | | 250 000 | 250 000 |
| Agencements et aménagements de terrains | 12 712 | 9 141 | 3 571 | 4 842 |
| Constructions | 757 445 | 394 360 | 363 085 | 369 312 |
| Installations techniques, matériel et outillage industriels | 93 436 | 51 380 | 42 056 | 48 960 |
| Autres immobilisations corporelles: | 195 243 | 148 205 | 47 038 | 69 046 |
| <i>Installations générales, agencements divers</i> | 19 642 | 7 028 | 12 614 | 14 578 |
| <i>Matériel de transport</i> | 144 793 | 114 727 | 30 066 | 50 388 |
| <i>Matériel de bureau et informatique</i> | 20 444 | 21 384 | -940 | 2 560 |
| <i>Mobilier</i> | 10 364 | 5 065 | 5 299 | 1 520 |
| Avances et acomptes sur immobilisations corp. en cours | | | | |
| Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés | | | | |
| Immobilisations financières | 12 886 | | 12 886 | 12 886 |
| Autres titres immobilisés | 70 | | 70 | 70 |
| Prêts | | | | |
| Autres | 12 816 | | 12 816 | 12 816 |
| I. Actif immobilisé | 1 321 721 | 603 086 | 718 636 | 755 047 |
| Stocks et en cours | 11 168 | | 11 168 | |
| Autres approvisionnements | 11 168 | | 11 168 | |
| Marchandises | | | | |
| Créances | 112 153 | | 112 153 | 119 065 |
| Avances et acomptes versés sur commandes | | | | |
| Créances clients et comptes rattachés | 3 261 | | 3 261 | 9 452 |
| Créances reçues par legs ou donations | | | | |
| Autres créances (dont produits à recevoir) | 108 892 | | 108 892 | 109 613 |
| Disponibilités | 124 237 | | 124 237 | 188 410 |
| Valeurs mobilières de placement et FNS | 258 734 | | 258 734 | 201 992 |
| Charges constatées d'avance | | | | 4 026 |
| II. Actif circulant | 506 292 | | 506 292 | 513 494 |
| III. Ecart de conversion Actif | | | | |
| TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III) | 1 828 014 | 603 086 | 1 224 928 | 1 268 540 |



Bilan

Fédération de l'ILLE ET VILAINE - FED JR 035 0 00000

000058

Exercice : 2024

| En Euros | Année 2024 | Année 2023 |
|--|------------------|------------------|
| Fonds propres sans droit de reprise | 139 054 | 139 054 |
| Fonds propres avec droit de reprise | | |
| Ecart de réévaluation | | |
| Projet associatif et réserves | | |
| Report à nouveau | 728 345 | 755 545 |
| Excédent ou déficit de l'exercice | 31 053 | -27 200 |
| Situation nette (sous-total) | 898 452 | 867 398 |
| Subventions d'investissement | 156 941 | 151 504 |
| I. Fonds propres | 1 055 393 | 1 018 902 |
| Ecart de combinaison | | |
| II. Ecart de combinaison | | |
| Fonds reportés liés aux legs ou donations | | |
| Fonds dédiés | 66 009 | 125 201 |
| III. Fonds reportés et dédiés | 66 009 | 125 201 |
| Provisions pour risques | | |
| Provisions pour charges | | |
| IV. Provisions | | |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | 2 098 | 14 660 |
| Emprunts et dettes financières diverses SPF | | |
| Emprunts et dettes financières diverses hors SPF | | |
| Avances et acomptes reçus sur commandes | | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 37 473 | 45 008 |
| Dettes des legs ou donations | | |
| Dettes fiscales et sociales | 39 876 | 35 076 |
| Dettes sur immobilisations | | |
| Autres dettes (dont charges à payer) | 11 079 | 3 693 |
| Produits constatés d'avance | 13 000 | 26 000 |
| V. Dettes | 103 526 | 124 437 |
| VI. Ecart de conversion Passif | | |
| TOTAL DU PASSIF (I+II+III+IV+V+VI) | 1 224 928 | 1 268 540 |



Compte de résultat

Exercice : 2024

Fédération de l'ILLE ET VILAINE - FED JR 035 0 00000 000058

| En euros | Année 2024 | Année 2023 |
|---|------------------|------------------|
| I- PRODUITS D'ACTIVITE | | |
| Cotisations | | |
| Vente de biens et services | 11 863 | 11 450 |
| <i>dont ventes de dons en nature</i> | | |
| <i>dont parrainages</i> | | |
| Produits de tiers financeurs | 867 586 | 839 828 |
| Concours publics et subventions d'exploitation | 195 268 | 207 190 |
| Ressources liées à la générosité du public | 412 256 | 424 175 |
| <i>Dons manuels</i> | 390 906 | 398 175 |
| <i>Mécénats</i> | 21 350 | 26 000 |
| <i>Legs, donations et assurances-vie</i> | | |
| <i>Autres produits liés à la GP</i> | | |
| Contributions financières | 260 062 | 208 463 |
| Reprises sur provisions et transferts de charges | 6 013 | 8 285 |
| Utilisations des fonds dédiés | 72 421 | 22 172 |
| Autres produits | 217 545 | 209 749 |
| <i>Participations des destinataires de la solidarité</i> | 42 160 | 42 889 |
| <i>Produits d'initiatives</i> | 175 385 | 164 623 |
| <i>Autres</i> | | 2 237 |
| I - Produits d'activité | 1 175 428 | 1 091 484 |
| II- CHARGES D'ACTIVITE | | |
| Achats de matières premières et autres approvisionnements | | |
| Achats de marchandises, matériels et fournitures | 268 699 | 230 722 |
| Variations de stock | -11 168 | 0 |
| Autres achats | 26 542 | 32 494 |
| Services extérieurs | 187 121 | 167 784 |
| Autres services extérieurs | 80 235 | 79 893 |
| Aides financières et quotes-parts de générosité du public reversées | 163 527 | 151 305 |
| Impôts, taxes et versements assimilés | 14 513 | 13 452 |
| Salaires et traitements | 182 660 | 148 665 |
| Charges sociales | 60 727 | 44 628 |
| Dotations aux amortissements et aux dépréciations : | 62 594 | 71 015 |
| <i>- sur immobilisations</i> | 62 594 | 71 015 |
| <i>- sur immobilisations destinées à être cédées</i> | | |
| <i>- sur actif circulant</i> | | |
| <i>- pour risques et charges</i> | | |
| Autres charges | 132 395 | 113 220 |
| Reports en fonds dédiés | 13 228 | 100 255 |
| II - Charges d'activité | 1 181 073 | 1 153 432 |
| Résultat d'activité | -5 645 | -61 949 |
| III- PRODUITS FINANCIERS | | |
| Revenus des placements, intérêts et produits assimilés | 7 444 | 5 541 |
| Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges | | |
| Différences positives de change | | |
| Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | | |
| III - Produits financiers | 7 444 | 5 541 |

| | | |
|---|------------------|------------------|
| IV- CHARGES FINANCIERES | | |
| Intérêts et charges assimilées | 33 | 79 |
| Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions | | |
| Différences négatives de change | | |
| Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement | | |
| IV - Charges financières | 33 | 79 |
| Résultat Financier | 7 411 | 5 462 |
| V- PRODUITS EXCEPTIONNELS | | |
| Produits exceptionnels sur opérations de gestion | | 493 |
| Produits exceptionnels sur opérations en capital | 29 563 | 29 884 |
| Reprises sur provisions et transferts de charges | | |
| V - Produits exceptionnels | 29 563 | 30 377 |
| VI- CHARGES EXCEPTIONNELLES | | |
| Charges exceptionnelles sur opérations de gestion | 275 | 1 090 |
| Charges exceptionnelles sur opérations en capital | | |
| Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions | | |
| VI - Charges exceptionnelles | 275 | 1 090 |
| Résultat Exceptionnel | 29 288 | 29 287 |
| VII - Ecart de combinaison | | |
| VII - Ecart de combinaison | | |
| Résultat Combinaison | | |
| | | |
| TOTAL DES PRODUITS (I+III+V+5) | 1 212 434 | 1 127 401 |
| TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI) | 1 181 381 | 1 154 601 |
| | | |
| EXCEDENT OU DEFICIT (total des produits - total des charges) | 31 053 | -27 200 |
| CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE | | |
| Bénévolat | 1 130 033 | 983 430 |
| Prestations en nature | 415 400 | 392 693 |
| Dons en nature | 897 842 | 1 078 575 |
| Total | 2 443 276 | 2 454 698 |
| CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE | | |
| Bénévolat | 1 130 033 | 983 430 |
| Prestations en nature | 415 400 | 392 693 |
| Secours en nature | 897 842 | 1 078 575 |
| Total | 2 443 276 | 2 454 698 |

SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS
Fédération de l'ILLE ET VILAINE
ANNEXE DES COMPTES ANNUELS DE
L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE
2024
MONTANTS EXPRIMES EN EUROS

SOMMAIRE

| | |
|--|-----------|
| I. Présentation de l'Association | 5 |
| Objet social de l'entité et périmètre des missions sociales | 5 |
| Moyens mis en oeuvre | 5 |
| II. Faits majeurs de l'exercice | 7 |
| III. Principes, règles et méthodes comptables | 8 |
| Présentation des comptes | 8 |
| Méthode générale | 8 |
| Changement de méthode d'évaluation et de présentation | 8 |
| Durée de l'exercice et date de clôture | 8 |
| Immobilisations incorporelles, corporelles et financières | 8 |
| Méthodes d'évaluation et de dépréciation des stocks et des créances | 10 |
| Stocks liés à l'achat de produits alimentaire financé par des dotations financières | 10 |
| Subventions d'investissements | 10 |
| Fonds reportés sur legs et donations | 11 |
| Fonds dédiés : Opérations partiellement exécutées à la clôture de l'exercice | 11 |
| Provisions pour risques et charges | 11 |
| Indemnités de départ à la retraite (I.D.R) | 11 |
| Compte d'emplois des ressources | 12 |
| Evénements postérieurs à la clôture | 12 |
| IV. Informations complémentaires | 13 |
| Rémunération des dirigeants | 13 |
| Honoraires des commissaires aux comptes | 13 |
| Engagements hors bilan | 13 |
| V. Informations relatives au bilan | 14 |
| Actif | 14 |
| Passif | 18 |
| VI. Informations relatives au compte de résultat | 21 |
| Ventilation par nature des produits d'activités | 21 |
| Etat séparé des avantages et des ressources provenant de l'étranger pour l'exercice 2024 | 22 |
| Effectif | 22 |
| Résultat exceptionnel | 23 |
| VII. Autres informations | 24 |
| Contributions volontaires en nature | 24 |



VIII. Compte de résultat par origine et destination (CROD) et Compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public (CER) 26

| | |
|---|----|
| Compte de Résultat par origine et destination (CROD) | 26 |
| Compte d'emploi annuel des Ressources collectées auprès du public (CER) | 29 |

ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

*Montants exprimés en euros
Exercice clos au 31 décembre 2024*

I. PRESENTATION DE L'ASSOCIATION

OBJET SOCIAL DE L'ENTITE ET PERIMETRE DES MISSIONS SOCIALES

Jour après jour, ici comme ailleurs, le Secours populaire, association reconnue d'utilité publique, agit pour un monde plus juste et plus solidaire, en permettant à chacun de s'émanciper et trouver sa place de citoyen, là où il vit, travaille ou étudie. Issu du peuple, animé par lui, mobilisé pour lui, le Secours populaire promeut une relation d'égal à égal véritablement unique et un accueil inconditionnel. Présent partout, au bout de la rue comme au bout du monde avec son réseau de partenaires, il valorise systématiquement l'initiative comme mode d'action. Il peut ainsi agir tout de suite pour soulager ceux qui souffrent : actions d'urgence pour pallier les problèmes immédiats, actions dans la durée, parce que l'homme doit être pris en compte dans toutes ses dimensions.

Bénévoles comme partenaires, entreprises et donateurs, adultes comme enfants dès le plus jeune âge... tout le monde est invité à passer à l'action et chacun apprend à s'émanciper, à tourner la page, à vivre la solidarité jour après jour.

Ancré sur la vision d'un monde plus solidaire, le Secours populaire s'abstient de tout clivage : il rassemble au contraire et crée du lien autour des valeurs partagées. Son engagement est un combat. Un mode d'action. Il est sur le pont. Là où ça bouge. Là où ça compte. Il a, tout naturellement, un rôle de vigie vis-à-vis des pouvoirs publics.

MOYENS MIS EN OEUVRE

Le Secours populaire est une association de terrain, indépendante et décentralisée.

En France comme dans le monde entier, il agit là où vivent, travaillent ou étudient les acteurs locaux, animés par ses valeurs. Construite au fil du temps, son organisation a été conçue pour laisser s'exprimer toute la diversité des réalités locales :

- À l'étranger, l'action est menée par son réseau d'organisations partenaires indépendantes, attachées à permettre à chacun de trouver sa place de citoyen et de s'émanciper.
- En France, l'indépendance de l'association est tout aussi grande quel que soit l'échelon considéré. Les comités, fédérations disposent ainsi d'une totale autonomie d'action et de gestion dans le respect des règles et orientations communes. Ils constituent d'ailleurs des entités juridiques.

Fédération de l'ILLE ET VILAINE

La fédération constitue l'échelon départemental. Comme son nom l'indique, elle fédère les comités du Secours populaire actifs sur son territoire comme tous les collecteurs-animateurs bénévoles du département, qu'ils aient constitué ou non un comité local. Elle cherche aussi à en créer d'autres et anime l'ensemble des antennes. Elle coordonne et développe les actions du Secours populaire sur le département. Elle est dirigée par le comité départemental, élu tous les deux ans lors du congrès départemental.

Les antennes : 5

L'antenne est un relais du mouvement animé à l'échelle d'un quartier, d'un village, d'un lieu de travail ou d'études, d'une association sportive ou culturelle, par un petit groupe d'animateurs-collecteurs bénévoles. Elle n'est pas une entité juridique et dépend, suivant les cas, d'un comité ou d'une fédération. Son rôle est d'organiser la collecte des ressources financières et matérielles et de participer ainsi concrètement à la mise en œuvre d'actions de solidarité en France, en Europe et dans le monde.

Les comités : 3

Actif à l'échelle d'une ville, d'un canton ou encore d'une entreprise ou d'un établissement, le comité ; association déclarée en préfecture, est le fondement de la vie démocratique du Secours populaire. Il rassemble les animateurs-collecteurs bénévoles, organise la collecte des ressources financières et matérielles et met en œuvre tous ses projets dans le respect des orientations communes, sur son territoire comme au-delà, en lien avec d'autres comités ou fédérations.

Les donateurs : 13 890

Les donateurs au Secours populaire sont des acteurs à part entière de l'association. Détenteurs d'une carte de donateur renouvelée tous les ans, quelle que soit la nature ou le montant de leurs dons, ils ont une voix consultative lors des Assemblées générales des comités et congrès des fédérations et sont invités à toutes les grandes initiatives et temps forts du mouvement.

Les moyens humains bénévoles, pivots du mouvement : 1 385

Attachés à développer la solidarité ici comme ailleurs, plus de 81 000 « animateurs-collecteurs-bénévoles » sont présents dans toute la France métropolitaine, en Outre-mer, en Europe et dans le monde. Ils constituent le « cœur du cœur » du mouvement. Leur implication en son sein fait d'eux, tout à la fois, des bénévoles, des animateurs et des collecteurs.

- Bénévoles, parce qu'ils ont librement choisi d'offrir une part de leur temps libre.
- Animateurs, parce que ce sont eux qui agissent pour aider et accompagner les personnes, organisent des événements pour faire grandir la solidarité, reçoivent des enfants en vacances, gèrent l'association, recrutent et forment d'autres bénévoles...
- Collecteurs, parce qu'ils sollicitent et obtiennent des dons de toutes natures, ou mobilisent pour que d'autres les collectent...

Les moyens humains salariés : 7 salariés

Ils participent à développer les actions du Secours populaire français qu'il s'agisse de missions d'animation directement liées à nos missions sociales ou de support dans les domaines administratifs et de gestion.

II. FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE

2024 aura été une année de consolidation après l'année 2023 qui aura vu le déménagement de la Fédération35, la lancée du Solidaribus, la création d'antennes à Villejean et au Val d'Anast.

L'objectif de 2024 était de revenir à un équilibre financier après 3 exercices déficitaires : c'est chose faite.

Au niveau des ressources humaines, nous fonctionnons en 2024 avec 7 salariées, 4 en CDI, 1 en CDD (0.60 ETP) et 2 apprenants : un sur la gestion de notre entrepôt et un autre sur le développement du mouvement CDM et des jeunes.

L'antenne rennaise de Maurepas a déménagé dans des locaux plus grands et plus fonctionnels. Le Solidaribus a continué son développement puisqu'il dessert tous les mois une trentaine de communes différentes dans le département.

Nous avons continué à développer les vacances à travers de très nombreuses activités : Les familles de vacances, une dizaine de sorties familiales, 3 JOV (2 à Paris et 1 à l'île aux Moines), des séjours en camps colonies financés en partie par une subvention préfectorale, des séjours familiaux d'une semaine avec les dispositifs chèques vacances et BSV, un séjour ANCV seniors pour 30 personnes et enfin un village Copains du Monde dans le Morbihan.

Les aides alimentaires ont été importantes grâce à de nombreuses collectes alimentaires et aux achats liés à la subvention nationale MMPT.

Nous avons organisé et développé une commission culture qui propose tout au long de l'année différents types de sorties culturelles.

Nous avons organisé 5 braderies extérieures qui ont toutes bien fonctionné. Notre boutique solidaire continue à nous procurer des recettes propres à un niveau similaire à celui de 2023.

Les aides liées à l'apprentissage se développent : accompagnement scolaire, cours de français et plus de 1000 enfants qui ont reçu un cartable avec ce qu'il faut à l'intérieur de fournitures scolaires neuves.

Nous avons innové en fin d'année en proposant pour les fêtes un spectacle de magie et un goûter au lieu de jouets neufs, ainsi qu'une braderie de jouets réservés aux familles aidées. Nous avons également réédité notre réveillon solidaire le 31 décembre.

Nous continuons à aider financièrement (plus de 400) les familles qui en ont besoin, ainsi qu'au niveau des vêtements et du matériel de 1ère urgence.

Nous aidons également au niveau des démarches, de la santé, et avons initié un accès au micro crédit en partenariat avec le CMB.

La vie démocratique est riche puisque nous avons réuni une assemblée Générale en juin 2024, réuni le SD à 8 reprises, le CD à 4 reprises et la CFD à 2 reprises. De très nombreuses commissions se sont réunies : alimentaire, PNV, culture, accueil, vacances, jeunes, Solidaribus, réveillon, bureau des antennes rennaises, etc...

Quant à la solidarité mondiale, nous avons organisé une chasse aux œufs à Pâques avec l'appui des nombreux enfants CDM, et relayés les appels aux dons lors des urgences mondiales.

III. PRINCIPE, REGLES ET METHODES COMPTABLES

PRESENTATION DES COMPTES

Les documents dénommés états financiers comprennent :

- ♦ Le bilan,
- ♦ Le compte de résultat,
- ♦ L'annexe des comptes.

METHODE GENERALE

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du Code de Commerce et du plan comptable général. Les éléments inscrits en comptabilité sont évalués selon la méthode du coût historique.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels et notamment les règlements ANC 2014-03 et ANC 2018-06 (précisés et amendés par les règlements 2020-08, 2021-02 et 2022-04) du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Le SPF dispose, pour la production de ses comptes annuels, de son propre plan comptable et de règles de gestion validées par son conseil d'administration applicable à l'ensemble de l'Union ; en respect des réglementations en vigueur.

CHANGEMENT DE METHODE D'EVALUATION ET DE PRESENTATION

Néant

DUREE DE L'EXERCICE ET DATE DE CLOTURE

La fédération produit ses comptes annuels sur un exercice de 12 mois courant du 1er janvier au 31 décembre.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES, CORPORELLES ET FINANCIERES

Les immobilisations incorporelles, corporelles et financières obtenues à titre onéreux sont évaluées à leur coût d'acquisition après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement ou à leur coût de production. Les frais d'acquisition d'une immobilisation (droits de mutation et d'enregistrement, honoraires et frais d'acte) sont portés à l'actif du bilan en majoration du coût d'acquisition de l'immobilisation à laquelle ils se rapportent.

Les immobilisations obtenues à titre gracieux sont enregistrées selon la valeur vénale du bien correspondant à la valeur qui aurait été acquittée dans des conditions normales de marché.

Durées de vie usuelles des immobilisations incorporelles :

La durée d'amortissement s'évalue au cas par cas.

Durées de vie usuelles des immobilisations corporelles (hors composants des immeubles) :

| Libellé | Durée d'amortissement |
|---------------------------------------|-----------------------|
| Installation générale, agencements... | De 10 à 20 ans |
| Matériel de transport | De 4 à 5 ans |
| Matériel informatique | 3 ans |
| Matériel de bureau | De 5 à 10 ans |
| Mobilier | De 5 à 10 ans |
| Installations techniques | De 5 à 10 ans |

Le mode d'amortissement est le mode linéaire.

Le plan d'amortissement peut être modifié en cours de vie de l'immobilisation en cas de dépréciation ou en cas de modification significative de l'utilisation du bien.

Les durées d'amortissement des composants des immeubles sont les suivantes :

| Composant | Durée d'amortissement |
|--------------------------------|-----------------------|
| Structure de l'immeuble | 50 ans |
| Electricité | 25 ans |
| Plomberie | 25 ans |
| Ascenseur | 15 ans |
| Menuiseries extérieures | 25 ans |
| Menuiseries intérieures | 25 ans |
| Chauffage collectif/individuel | 25 ans |
| Étanchéité (enduit) | 20 ans |
| Ravalement et amélioration | 20 ans |

Dépréciation des immobilisations :

Une dépréciation des immobilisations incorporelles et corporelles est comptabilisée lorsque la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

Une dépréciation des immobilisations financières est constatée lorsque la valeur présente un risque de non-recouvrement.

METHODES D'EVALUATION ET DE DEPRECIATION DES STOCKS ET DES CREANCES

Les stocks doivent être comptabilisés à leur valeur d'achat figurant sur la facture.

Si la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur d'acquisition, une provision pour dépréciation du stock est éventuellement constatée.

Les créances sont valorisées à leur valeur historique. Au cas par cas, elles donnent lieu à la constitution d'une provision si leur recouvrement apparaît compromis.

La fédération inscrit dans son compte de résultat les produits non reçus au 31 décembre mais imputables à l'exercice et dont le montant est certain.

En contrepartie, ces produits donnent lieu à l'enregistrement de créances à l'actif du bilan.

LES STOCKS LIES A L'ACHAT DE PRODUITS ALIMENTAIRES FINANCE PAR DES DOTATIONS FINANCIERES

Le Conseil d'Administration du 17 février 2024 a adopté une décision de gestion pour l'ensemble des structures du Secours populaire français concernant la méthode de comptabilisation de ces stocks non distribués à la clôture de l'exercice :

- Ne pas constater les écritures de variation de stocks,
- Ne constater des fonds dédiés que dans le cas où la dotation versée par l'Association Nationale n'est pas entièrement consommée à la clôture de l'exercice,
- De procéder à un recensement des produits non distribués à la clôture de l'exercice et d'indiquer dans l'annexe des comptes la valorisation du stock non distribué au 31/12/2024 dans la rubrique engagements hors bilan.

SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

Elles s'enregistrent au regard du montant inscrit sur la notification ou convention de subvention.

Quelle que soit la nature du bien financé par des subventions d'investissements, la quote-part de la subvention est reprise au compte de résultat.

« Les dotations aux amortissements » de la subvention s'effectuent de manière globale (50 ans pour un bâtiment)

Les règles de gestion applicables depuis le 1er janvier 2020 concernant les amortissements sont les suivantes :

- ✓ Si la ou les subventions d'investissement représentent plus de 50% du bien financé, application de l'amortissement par la méthode des composants
- ✓ Si la ou les subventions sont comprises entre 10% et 50% du montant de l'investissement, amortissement sur 25 ans
- ✓ Si la ou les subventions représentent moins de 10% de l'investissement, amortissement sur 10 ans.

Les règles ci-dessus s'appliquent également au mécénat et contributions financières pour investissement.

FONDS REPORTES SUR LES LEGS ET DONATIONS

La gestion des legs est dévolue à l'Association Nationale par la charte de gestion. De ce fait, les seuls produits issus des libéralités sont reversés aux structures décentralisées sur présentation et validation d'un projet d'utilisation (CA du 19/12/2020).

La fédération (ou comité) n'est donc pas concernée par cette rubrique.

FONDS DEDIES : OPERATIONS PARTIELLEMENT EXECUTEES A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Les fonds dédiés qui ne sont pas entièrement utilisés au cours de l'année N dans le cadre des opérations pour lesquelles ils ont été collectés, sont inscrits en charges sous la rubrique « report en fonds dédiés » afin de constater l'engagement pris par la Fédération de poursuivre les réalisations des dits projets avec comme contrepartie du passif du bilan la rubrique « fonds dédiés ».

De même, les sommes inscrites sous la rubrique « fonds dédiés » sont reprises en produits du compte de résultat au cours des exercices suivants, au rythme de réalisation des engagements, par le crédit du compte « utilisation des fonds dédiés ».

La réforme comptable a précisé la nature des financeurs dont les produits réceptionnés par le Secours populaire Français pouvaient faire l'objet de report en fonds dédiés dont la liste est la suivante :

- ✓ Les autorités administratives ou établissements public dont les fonds perçus sont enregistrés en « subventions »
- ✓ Les dons des particuliers
- ✓ Les dons des entreprises ou « mécénat »
- ✓ Les dons reçus des autres organismes de droit privé (fondations et associations) ou « contributions Financières des fondations et associations

Les fonds pouvant être reportés ne doivent pas se confondre avec l'objet social de l'association. Ainsi, les fonds collectés lors des campagnes « Pauvreté Précarité » et « Pères Noël verts » ne font plus l'objet de fonds dédiés étant donné que ces appels aux dons se confondent avec l'objet social de l'association.

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Une provision pour risques est constituée pour couvrir des risques que des événements survenus ou en cours rendent probables, nettement précisés quant à leur objet mais dont la réalisation est incertaine.

INDEMNITES DE DEPART A LA RETRAITE (I.D.R.)

Le montant de la provision pour indemnités de départ à la retraite mentionné dans l'annexe ne fait pas l'objet d'enregistrement comptable.

COMPTE D'EMPLOIS DES RESSOURCES

Le Compte d'Emploi des Ressources collectées auprès du Public, figure dans l'annexe des comptes annuels. Il est établi conformément au Règlement de l'ANC n°2018-06 homologué par arrêté du 26 décembre 2018 publié au Journal Officiel du 30 décembre 2018.

Le taux maximal de prélèvement sur les ressources pour financer l'organisation est de 8 %.

Le taux appliqué pour notre structure est de 8 %.

Pour 2024, conformément à la décision des instances départementales, les taux de prélèvement reposent sur les postes suivants :

Dons de particuliers 8 %

Mécénat 8 %

Legs, donations et assurances-vie 8 %

Subventions 8 %

Contributions financières des fondations et associations 8 %

Autres ressources 8%

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Néant

IV. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

REMUNERATION DES DIRIGEANTS

En application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, le montant des rémunérations et avantages en nature versés aux deux plus hauts cadres dirigeants bénévoles ou salariés s'est élevé à 0 € en 2024, le Secrétaire général et le Trésorier départemental.

Le montant cumulé des rémunérations perçues en 2024 par les élus au comité départemental disposant par ailleurs d'un contrat de travail et salariés à ce titre s'élève à 0 €.

HONORAIRES DES COMMISAIRES AUX COMPTES

Les honoraires d'audit inscrits en charges de l'exercice 2024 s'élèvent à 14 208 €.

ENGAGEMENTS HORS BILAN

4.3.1 Engagement pris en matière de retraite

Méthode retenue :

- ♦ Indemnité prévue par le code du travail
- ♦ Age de départ à la retraite : 64 ans
- ♦ Taux d'actualisation : 3,38 %
- ♦ Taux d'évolution des salaires : 1 %
- ♦ Taux de rotation moyen sur 3 ans

Le montant total des IDR est de 3 941,43 €.

4.3.2 Crédit-bail

Néant

4.3.3 Legs, donations et assurances-vie

La fédération est bénéficiaire du legs, donation ou assurance-vie en attente de clôture au 31/12/2024 du testateur GUINE Gérard pour un montant de 2 831,76 € (net des 8% de frais de gestion prélevés par l'Association Nationale).

4.3.4 Stocks de produits achetés avec une dotation et non distribués à la clôture

Dans le cadre de la dotation nationale Mieux Manger Pour Tous Lots (MMPT), les produits achetés en 2024 et non distribués aux personnes accueillies à la clôture de l'exercice représentent 14 389,48 €.

V. INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN

ACTIF

Se reporter aux tableaux en pages suivantes concernant :

- ✓ Les mouvements des immobilisations et des amortissements,
- ✓ L'état des stocks au 31/12/2024,
- ✓ L'état des créances au 31/12/2024,
- ✓ Les produits à recevoir,
- ✓ Les mouvements de trésorerie.

Les mouvements des immobilisations :

| En euros | Valeur brute au 01/01/2024 | Acquisitions et créations en 2024 | Diminutions par cessions ou mises hors service en 2024 | Valeur brute au 31/12/2024 |
|--|----------------------------|-----------------------------------|--|----------------------------|
| Immobilisations incorporelles | | | | |
| Frais d'établissement | | | | |
| Donations temporaires d'usufruit | | | | |
| Autres immobilisations incorporelles | | | | |
| Avances et acomptes sur immobilisations incorp.en cours | | | | |
| Immobilisations incorporelles (I) | | | | |
| Immobilisations corporelles (II) | | | | |
| Terrains | 250 000 | | | 250 000 |
| Agencements et aménagements de terrain | 12 712 | | | 12 712 |
| Constructions | 736 101 | 21 344 | | 757 445 |
| Installations techniques, matériel et outillage industriel | 93 436 | | | 93 436 |
| Autres immobilisations corporelles: | 190 404 | 4 839 | | 195 243 |
| <i>Installations générales, agencements divers</i> | 19 642 | | | 19 642 |
| <i>Matériel de transport</i> | 144 793 | | | 144 793 |
| <i>Matériel de bureau et informatique</i> | 20 444 | | | 20 444 |
| <i>Mobilier</i> | 5 525 | 4 839 | | 10 364 |
| Avances et acomptes sur immobilisations corp. en cours | | | | |
| Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés | | | | |
| Immobilisations corporelles (II) | 1 282 652 | 26 183 | | 1 308 835 |
| Immobilisations financières (III) | | | | |
| Autres titres immobilisés | 70 | | | 70 |
| Prêts | | | | |
| Autres | 12 816 | | | 12 816 |
| Immobilisations financières (III) | 12 886 | | | 12 886 |
| TOTAL GENERAL (I+II+III) | 1 295 538 | 26 183 | | 1 321 721 |

Les mouvements des amortissements :

| En €uros | Montant en début d'exercice 2024 | Augmentations: dotations de l'exercice 2024 | Diminutions: reprises de l'exercice 2024 | Montant en fin d'exercice 2024 |
|---|----------------------------------|---|--|--------------------------------|
| Frais d'établissement | | | | |
| Donations temporaires d'usufruit | | | | |
| Autres immobilisations incorporelles | | | | |
| Amortissements des immobilisations incorporelles (I) | | | | |
| Agencements et aménagements de terrain | 7 869 | 1 271 | | 9 141 |
| Constructions | 366 789 | 27 572 | | 394 360 |
| Installations techniques, matériel et outillage industriel | 44 476 | 6 904 | | 51 380 |
| Autres immobilisations corporelles: | 121 358 | 26 847 | | 148 205 |
| <i>Installations générales, agencements divers</i> | 5 064 | 1 964 | | 7 028 |
| <i>Matériel de transport</i> | 94 405 | 20 322 | | 114 727 |
| <i>Matériel de bureau et informatique</i> | 17 884 | 3 500 | | 21 384 |
| <i>Mobilier</i> | 4 005 | 1 060 | | 5 065 |
| Amortissements des immobilisations corporelles (II) | 540 492 | 62 594 | | 603 086 |
| TOTAL GENERAL (I+II) | 540 492 | 62 594 | | 603 086 |

L'état des stocks au 31/12/2024 :

| En €uros | Stocks au 01/01/2024 | Reprise de stocks au 31/12/2024 | Nouveaux stocks au 31/12/2024 | Stocks au 31/12/2024 |
|--------------------------------------|----------------------|---------------------------------|-------------------------------|----------------------|
| Stocks des autres approvisionnements | | | 11 168 | 11 168 |
| Stocks des marchandises | | | | |
| TOTAL | | | 11 168 | 11 168 |

L'état des créances au 31/12/2024 :

| En euros | Année 2024 |
|--|----------------|
| ACTIF IMMOBILISE | |
| Avances et acomptes sur immobilisations en cours | |
| Participations | |
| Autres titres immobilisés | 12 886 |
| Prêts | |
| ACTIF CIRCULANT | |
| Avances et acomptes versés sur commandes | |
| Créances clients et comptes rattachés | 3 261 |
| Autres créances: | 108 892 |
| <i>Personnel</i> | |
| <i>Sécurité sociale et organismes sociaux</i> | |
| <i>Etat et autres collectivités publiques</i> | 27 061 |
| <i>Autres</i> | 81 831 |
| Créances reçues par legs ou donations | |
| Charges constatées d'avance | |
| TOTAL | 125 039 |

Les produits à recevoir :

| En euros | Année 2024 |
|--|---------------|
| Avances et acomptes versés sur commande | |
| Créances clients et comptes rattachés / Factures à établir | |
| Autres créances: | 27 061 |
| <i>Personnel</i> | |
| <i>Sécurité sociale et organismes sociaux</i> | |
| <i>Etat et autres collectivités publiques</i> | 27 061 |
| <i>Autres</i> | |
| Produits à recevoir | |
| TOTAL | 27 061 |

Les mouvements de trésorerie :

| En €uros | Montant en début d'exercice | Montant en fin d'exercice |
|---------------------------------|-----------------------------------|---------------------------------|
| Valeurs mobilières de placement | 201 992 | 258 734 |
| <i>Placements divers</i> | 77 196 | 78 533 |
| <i>OPCVM</i> | | |
| Fonds National de Solidarité | 124 796 | 180 201 |
| Comptes courants | 176 688 | 120 044 |
| Caisses | 11 723 | 4 193 |
| TOTAL | 390 403 | 382 972 |

5.1.1 Immobilisations inaliénables

Une immobilisation inaliénable est un actif possédé par le SPF qui ne peut faire l'objet d'un transfert (ni cession, ni vente), autrement dit que le SPF est obligé de conserver (un contrat ou convention écrite doit être formalisé).

Néant

5.1.2 Donations temporaires d'usufruit

Néant

PASSIF

Se reporter aux tableaux en pages suivantes concernant :

- ✓ Le tableau de variation des fonds propres (cf **5.2.1**)
- ✓ L'état des emprunts et des dettes financières,
- ✓ L'état des dettes à la clôture,
- ✓ Le détail des charges à payer
- ✓ Le détail des produits constatés d'avance.

L'état des emprunts et des dettes financières :

| En euros | Capital restant dû au 01/01/2024 | Remboursement au cours de l'année | Nouvel emprunt au cours de l'année | Capital restant dû au 31/12/2024 |
|---|----------------------------------|-----------------------------------|------------------------------------|----------------------------------|
| Emprunts auprès des établissements de crédit: | 14 660 | 12 562 | | 2 098 |
| <i>Emprunts</i> | 14 660 | 12 562 | | 2 098 |
| <i>Intérêts courus sur emprunts</i> | | | | |
| Emprunts auprès de structures SPF | | | | |
| TOTAL | 14 660 | 12 562 | | 2 098 |

| En euros | Capital restant dû au 01/01/2024 | Capital restant dû au 31/12/2024 |
|---------------------------------------|----------------------------------|----------------------------------|
| <i>Compte courant au passif</i> | | |
| <i>Dépôts et cautionnements reçus</i> | | |
| TOTAL | | |

L'état des dettes à la clôture :

| En euros | Année 2024 |
|---|----------------|
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit: | 2 098 |
| <i>Emprunts</i> | 2 098 |
| <i>Intérêts courus sur emprunts</i> | |
| <i>Dettes financières</i> | |
| Emprunts auprès des structures SPF | |
| Avances et acomptes reçus sur commandes | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 37 473 |
| Dettes fiscales et sociales: | 39 876 |
| <i>Personnel</i> | 14 444 |
| <i>Sécurité sociale et organismes sociaux</i> | 25 432 |
| <i>Etats et autres collectivités publiques</i> | |
| Dettes sur immobilisations | |
| Autres dettes | 11 079 |
| Produits constatés d'avance | 13 000 |
| TOTAL | 103 526 |

Le détail des charges à payer :

| En euros | Année 2024 |
|---|---------------|
| Intérêts courus sur emprunts | |
| Avances et acomptes reçus sur commande | |
| Fournisseurs - Factures non parvenues | 5 335 |
| Dettes fiscales et sociales (dont congés à payer): | 19 057 |
| <i>Personnel</i> | 14 444 |
| <i>Sécurité sociale et organismes sociaux</i> | 4 613 |
| Dettes sur immobilisations / Factures non parvenues | |
| Charges à payer | |
| Créditeurs divers | |
| TOTAL | 24 391 |

Le détail des produits constatés d'avance :

| En euros | Année 2024 |
|-------------------------|---------------|
| Exploitation courante | 13 000 |
| Données financières | |
| Données exceptionnelles | |
| TOTAL | 13 000 |

5.2.1 Variation des fonds propres

| Tableau de variation des fonds propres | | | | | | | | |
|--|-----------------------------|-------------------------|---------------------------|---------------|---------------------------|----------------------------|---------------------------|----------------------------|
| En €uros | A l'ouverture de l'exercice | Affectation du résultat | | Augmentation | | Diminution ou consommation | | A la clôture de l'exercice |
| | Montant | Montant | Dont générosité du public | Montant | Dont générosité du public | Montant | Dont générosité du public | Montant |
| Fonds propres sans droit de reprise | 139 054 | | | | | | | 139 054 |
| Fonds propres avec droit de reprise | | | | | | | | |
| Ecart de réévaluation | | | | | | | | |
| Réserves | | | | | | | | |
| Report à nouveau | 755 545 | -27 200 | | | | | | 728 345 |
| Excédent ou déficit de l'exercice | -27 200 | 27 200 | | 31 053 | | | | 31 053 |
| Situation nette | 867 399 | | | 31 053 | | | | 898 452 |
| Dotations consommables | | | | | | | | |
| Subventions d'investissement | 151 504 | | | 5 437 | | | | 156 941 |
| Provisions réglementées | | | | | | | | |
| TOTAL | 1 018 903 | | | 36 490 | | | | 1 055 393 |

5.2.2 Fonds dédiés et reportés

| En €uros | A l'ouverture de l'exercice | Reports | Utilisations | A la clôture de l'exercice |
|---|-----------------------------|---------------|---------------|----------------------------|
| Variations des fonds reportés liés aux legs ou donations | | | | |
| Variations des fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes | 62 856 | 3 982 | 25 907 | 40 930 |
| Variations des fonds dédiés sur subventions d'exploitation | 13 800 | | 13 800 | |
| Variations des fonds dédiés sur ressources liées à la GP | 48 546 | 9 247 | 32 714 | 25 078 |
| TOTAL | 125 201 | 13 228 | 72 421 | 66 009 |

VI. INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

VENTILATION PAR NATURE DES PRODUITS D'ACTIVITES

Se reporter aux tableaux en page suivante concernant :

- ✓ L'évolution des produits d'activités,
- ✓ Le détail des rubriques "subventions d'investissement" et " subventions d'exploitation".

L'évolution des produits d'activités :

| En euros | Année 2024 | Année 2023 |
|---|------------------|------------------|
| Vente de biens et services | 11 863 | 11 450 |
| Concours publics et subventions d'exploitations | 195 268 | 207 190 |
| Dons manuels | 390 906 | 398 175 |
| Mécénats | 21 350 | 26 000 |
| Legs, donations et assurances-vie | | |
| Autres produits liés à la GP | | |
| Contributions financières | 260 062 | 208 463 |
| Reprises sur provision et transferts de charges | 6 013 | 8 285 |
| Utilisations des fonds dédiés | 72 421 | 22 172 |
| Participations des destinataires de la solidarité | 42 160 | 42 889 |
| Produits d'initiatives | 175 385 | 164 623 |
| Autres produits | | 2 237 |
| TOTAL | 1 175 428 | 1 091 484 |

Le détail des rubriques « subventions d'investissement » et « subventions d'exploitation » :

| En euros | Année 2024 |
|---|----------------|
| Subventions d'investissements nouvelles au bilan | 40 000 |
| Subventions internationales | |
| Subventions de l'Etat (Sub.ministérielle uniquement) | |
| Subventions régionales | 1 000 |
| Subventions départementales | 107 826 |
| Subventions communales | 33 494 |
| Subventions des autres éta.publics et adm. sécurité sociale (dont CAF-ANCV) | 45 448 |
| Subventions Publiques Diverses | |
| Subventions emplois aidés | 7 500 |
| Subventions perçues auprès d'une autre structure SPF | |
| TOTAL | 235 268 |

ETAT SEPRE DES AVANTAGES ET DES RESSOURCES PROVENANT DE L'ETRANGER POUR L'EXERCICE 2024

(VERSION SYNTHETIQUE)

Le règlement ANC n°2022-04 du 30 juin 2022 (modifiant le règlement ANC n°2018-06) issu de la transposition des nouvelles obligations comptables de la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République prévoit la tenue d'un état séparé des avantages et ressources provenant :

- d'un Etat Etranger
- d'une personne morale étrangère
- d'un dispositif juridique de droit étranger comparable à une fiducie ou
- d'une personne physique non-résidente en France

L'état présenté ci-après correspond aux dons financiers ou matériels 2024 dont le donateur (personne physique ou morale) a une adresse postale à l'étranger référencée dans notre outil CRM.

| Etat du contributeur | Montant total des avantages et des ressources |
|----------------------|---|
| Espagne | 35,00 € |
| Royaume-Uni | 30,00 € |

EFFECTIF

Le nombre de salariés au 31 décembre 2024 est de 7.

RESULTAT EXCEPTIONNEL

Le résultat exceptionnel des comptes 2024 - solde des produits exceptionnels (sous classe distincte des produits) et des charges exceptionnelles (classe distincte des charges) est principalement issu :

| En €uros | Année 2024 |
|---|---------------|
| Produits | 29 563 |
| Produits d'éléments d'actifs cédés | |
| Quote part de subvention d'investissement virée au compte de résultat | 29 563 |
| Autres produits de gestion sur exercices antérieurs | |
| Produits exceptionnels sur opérations de gestion | |
| Transfert de charges exceptionnelles | |
| Charges | - 275 |
| Valeurs comptables des éléments d'actifs cédés | |
| Autres charges de gestion concernant des exercices antérieurs | |
| Dotations aux amortissements exceptionnels des immobilisations | |
| Charges exceptionnelles sur opérations de gestion | - 275 |
| Tableau Résultat exceptionnel | 29 288 |

VII. AUTRES INFORMATIONS

CONTRIBUTION VOLONTAIRES EN NATURE

La nature des contributions volontaires en nature est la suivante :

- ♦ Dons en nature neuf : alimentation, vêtements, marchandise, produits d'hygiène, jouets....
- ♦ Prestations en nature : places spectacles, affichage publicitaire, activités sportives....
- ♦ Mise à disposition de locaux, personnel, véhicules.
- ♦ Bénévolat.

Dons en nature et prestations gratuites :

- ♦ La collecte de marchandises et de services auprès des personnes morales (entreprise, fondations, associations, collectivités, institutions, État etc.), fait généralement l'objet de documents écrits stipulant notamment la nature des biens ou services, leur quantité et leur prix. Ces informations sont reprises dans les contributions volontaires en nature.
- ♦ Les dons en nature :
Compte-tenu de l'impressionnante collecte de biens et articles collectés par les bénévoles du SPF leur valorisation est essentielle autant que délicate.
Le SPF fait figurer ces informations à deux endroits distincts dans ses comptes annuels :
*Au pied du compte de résultat et du compte d'emploi des ressources quand il s'agit de biens neufs faisant l'objet de justificatifs fournis par des personnes morales. Ces biens seront alors valorisés en euros.
*Dans l'annexe de ses comptes pour ce qui concerne les biens d'occasion. Leur nature pourra être décrite et si l'information est disponible, la quantité pourra être affichée. Ces biens concourent à la solidarité que mettent en œuvre les bénévoles de la fédération pour soutenir les personnes accueillies.

Estimation des dons en nature usagés

| Dons et nature d'occasion | Pièces | Kg |
|--|------------|----|
| Habillement d'occasion | 0 | 0 |
| Couchages d'occasion | 0 | 0 |
| Electroménagers d'occasion-Meubles d'occasions | 0 | 0 |
| Vaisselles d'occasion | 0 | 0 |
| Education | 0 | 0 |
| Santé | 0 | 0 |
| Jouets d'occasion | 0 | 0 |
| Loisirs | 0 | 0 |
| Heures d'instances | 776 Heures | |

Bénévolat :

L'implication des bénévoles est évaluée à partir du nombre d'heures de bénévolat et valorisée au regard des missions accomplies durant ces heures.

Le temps passé par les bénévoles est recensé au moyen des heures déclarées. Les heures sont valorisées selon un taux horaire moyen de 19,77 € pour 2024.

Concernant les familles de vacances, à compter de l'exercice 2024, sur proposition de la Commission Financière Nationale, le Secrétariat National du 12 novembre 2024 a entériné la décision qu'une journée en familles de vacances sera valorisée au SMIC chargé x 8 heures. Auparavant, les familles de vacances étaient valorisées au taux horaire d'une assistante maternelle.

Les mises à disposition :

Elles concernent des biens mobiliers, immobiliers et la mise à disposition de compétences. Elles sont inscrites dans les contributions volontaires en nature pour le montant de la convention de mise à disposition ou de tout autre justificatif probant.

Les heures consacrées à la tenue des instances statutaires :

Elles ne sont pas valorisées dans les comptes annuels. Etant donné leur importance fondamentale dans la vie et le développement de l'association, elles sont évaluées chaque année dans l'annexe des comptes. Pour 2024, le volume horaire a été évalué à 776 heures.

VIII. COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION (CROD) ET COMPTE D'EMPLOI ANNUEL DES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC (CER)

Se reporter aux tableaux en pages précédentes.

Méthode de présentation :

Le SPF présente son Compte de Résultat par Origine et Destination (CROD) et son Compte d'Emplois de Ressources (CER) pour l'exercice 2024 conformément à la publication du Règlement de l'ANC n°2018-06 homologué par arrêté du 26 décembre 2018 publié au Journal Officiel du 30 décembre 2018.

COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION (CROD)

Le CROD présente le compte de résultat en liste avec un comparatif N / N-1. Cet état fait également apparaître les produits liés à la générosité du public et leurs emplois en fonction de la destination des dépenses.

8.1.1 Les produits par origine

8.1.1.1 Affectation des ressources au financement des emplois

L'affectation des ressources au financement des emplois est organisée de la manière suivante pour les ressources affectées :

- ♦ Les ressources affectées par les financeurs publics sont affectées conformément aux conventions signées,
- ♦ Les ressources issues de la générosité publique affectées par le donateur (particulier, testateur, mécène) sont affectées conformément aux souhaits de celui-ci,
- ♦ Les autres produits affectés sont affectés en fonction de l'accord conventionnel existant.

L'affectation au financement des emplois des ressources issues de la générosité publique non affectées est établie en fonction d'un ordre de priorité concourant à financer les emplois non couverts par les affectations précédentes. Ainsi, les fonds collectés auprès du public et non affectés financent en priorité :

- ♦ Les missions sociales,
- ♦ Les frais de recherche de fonds,
- ♦ Les frais de fonctionnement.

Ci-dessous, quelques précisions sur la composition des produits inscrits dans le CROD du SPF :

8.1.1.2 Les produits liés à la générosité du public

Le Conseil d'Administration de l'Association Nationale a défini la générosité publique : « *Les ressources financières issues de la générosité publique se composent :*

- ♦ *Des dons manuels des personnes physiques, qu'ils soient affectés ou non affectés (liés à des campagnes ou hors campagne),*
- ♦ *Des legs, donations et assurances vie, qu'ils soient affectés ou non affectés,*
- ♦ *Des dons financiers des entreprises (mécénat) qu'il soit affecté ou non affecté,*
- ♦ *Des produits financiers issus des placements de ces ressources. »*

De plus, le règlement prévoit que la rubrique « autres produits liés à la générosité du public » comprend les quotes-parts de générosité du public reçues, les revenus générés par les actifs issus de la générosité du public.

8.1.1.3 Les produits non liés à la générosité du public se composent principalement à ce jour des contributions financières comprenant les dons financiers des fondations et associations, de la cotisation statutaire versée par chaque département à l'Association Nationale conformément aux statuts ou aux reversements intra-structures SPF, des ventes de marchandises et de prestations de services, des produits financiers, des plus ou moins-values de cession d'actifs, des participations des destinataires de la solidarité, des produits d'initiatives etc.

8.1.1.4 Les subventions et concours publics comprennent les subventions d'exploitation ainsi que les quotes-parts de subventions d'investissement réintégrées au cours de l'exercice au compte de résultat.

8.1.1.5 Les reprises sur provisions et dépréciations regroupent toutes les reprises de provisions conformément au compte de résultat.

8.1.1.6 Les utilisations de fonds dédiés antérieurs correspondent aux utilisations des fonds dédiés du compte de résultat. Il s'agit de la reprise des sommes reçues pour les activités de solidarité et non encore dépensées au 31/12/2023. Pour le détail des sommes utilisées en 2024, se reporter à l'annexe « fonds dédiés » du bilan.

8.1.2. Les charges par destination

8.1.2.1. Les missions sociales au SPF

La définition des missions sociales du SPF a été entérinée par le Conseil d'Administration de l'Association Nationale du 20 février 2021 :

« Conformément aux statuts :

« Faisant leur la formule « tout ce qui est humain est nôtre », les adhérents aux présents statuts se regroupent dans un but unique : pratiquer la solidarité. »

Les articles 1/ b et c des statuts de l'Association nationale, des fédérations, des comités locaux et conseils de région du Secours populaire français définissent les missions sociales du Secours populaire français, qu'elles soient réalisées directement ou avec des partenaires en France ou à l'étranger :

« Ils se proposent de soutenir dans l'esprit de la Déclaration universelle des droits de l'Homme, au plan

matériel, sanitaire, médical, moral et juridique, les personnes et leurs familles victimes de l'arbitraire, de l'injustice sociale, des calamités naturelles, de la misère, de la faim, du sous-développement et des conflits armés.

Ils rassemblent en leur sein des personnes de bonne volonté, enfants, jeunes et adultes, de toutes conditions, quelles que soient leurs opinions politiques, philosophiques ou religieuses, en veillant à développer avec elles la solidarité et toutes qualités humaines qui y sont liées.

Ils développent en permanence les structures et l'audience de l'association notamment par la création de comités locaux et de fédérations départementales.

Les missions sociales se déclinent de la manière suivante :

- ♦ Activités de solidarité liées aux urgences en France et dans le monde ;
- ♦ Activités de solidarité en France et dans le monde notamment dans les domaines suivants : alimentaire, logement, vestimentaire, santé, hygiène, accès à la culture, aux sports, aux loisirs, aux vacances, accompagnement scolaire, Pères Noël Verts, Journée des Oubliés des Vacances...
- ♦ Le développement des structures et de l'audience du SPF
- ♦ L'animation du réseau : soutien aux réseaux partenaires, accompagnement et soutien au réseau décentralisé SPF, gestion des donateurs et collecteurs, accueil et mise en mouvement des bénévoles et formation... »

Définition et répartition des coûts directs et indirects

La définition et répartition des coûts directs et indirects du SPF a été entérinée par le Conseil d'Administration de l'Association Nationale du 20 février 2021 :

« Affectation des charges du compte de résultat aux rubriques du CROD et du CER :

- ♦ Coûts des missions sociales :
 - Coûts directs : Coûts des dépenses directes de la mission sociale ;
 - Coûts indirects : Coûts qui n'existeraient pas si la mission sociale disparaissait.
- ♦ Coûts de structure et de fonctionnement : principes des clés de répartition. »

La fédération s'est prononcée sur la nature des clefs de répartition qu'elle utilisera pour la répartition des coûts de structure et de fonctionnement. Cette répartition est entérinée par la voie de ses instances.

8.1.2.2. Frais de recherche de fonds

Frais d'appel à la générosité du public

Cette rubrique regroupe notamment les dépenses de :

- ♦ conception, réalisation et envoi de publipostages,
- ♦ recherche et gestion des legs,
- ♦ frais de traitement des dons et des reçus fiscaux,
- ♦ campagne du Don'actions,
- ♦ frais de recherche de mécénat, partenariats d'entreprises.

Frais de recherche d'autres ressources

Cette rubrique regroupe notamment les dépenses de :

- ♦ organisation d'initiatives, braderies,
- ♦ initiatives liées à la campagne du Don'actions,
- ♦ frais de recherche de fonds auprès de fondations et associations,

8.1.2.3. Frais de fonctionnement

Cette rubrique regroupe les dépenses de :

- ♦ Locaux,
- ♦ administration générale,
- ♦ communication.

8.1.2.4. Les dotations aux provisions et dépréciations regroupent toutes les dotations aux provisions et dépréciations conformément au compte de résultat.

8.1.2.5. Les reports en fonds dédiés de l'exercice correspondent aux reports en fonds dédiés du compte de résultat. Il s'agit du report des fonds dédiés par des tiers financeurs collectés sur 2024 et non utilisés sur l'exercice pour les activités de solidarité. Pour le détail des sommes reçues en 2024 et non encore dépensées au 31/12/2024, se reporter à l'annexe « fonds dédiés » du bilan.

COMPTE D'EMPLOI ANNUEL DES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC (CER)

Le Compte d'Emploi annuel des Ressources collectées auprès du public (CER) présente uniquement les ressources collectées auprès du public ainsi que leurs emplois avec un comparatif N / N-1.

Ces données proviennent directement du CROD, ce sont les colonnes « dont générosité du public » du CROD.

Le CER n'affiche pas de déficit sur 2024 pour les seuls fonds liés à la générosité du public.

Au pied du CER il est indiqué un solde de fonds liés à la générosité du public non utilisé de l'année précédente (« report des ressources collectées auprès du public non affectées et non utilisées (hors fonds dédiés) en début d'exercice »). Celui-ci s'élève pour la fédération à 48 546 €.

Ce montant est utilisé pour calculer un nouveau solde en fin d'exercice en y ajoutant le déficit de l'année et la variation d'investissements et désinvestissement de l'année (23 467 € pour la fédération).

Le solde de ressources liées à la générosité du public au 31/12/2024 de la fédération s'élève ainsi à 25 079 €, il viendra concourir à la poursuite des actions de solidarité sur les années futures.

| FED JR 035 0 00000 000058 | Fédération de l'ILLE ET VILAINE | | 2 024 | |
|--|---------------------------------|---------------------------|---------------|---------------------------|
| CROD | | | | |
| A-PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION | EXERCICE 2024 | | EXERCICE 2023 | |
| | TOTAL | Dont générosité du public | TOTAL | Dont générosité du public |
| PRODUITS PAR ORIGINE | | | | |
| 1-PRODUITS LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC | | | | |
| 1.1 Cotisations | | | | |
| 1.2 Dons, legs et mécénat | | | | |
| - Dons manuels | 390 906 | 390 906 | 398 175 | 398 175 |
| - Legs, donations et assurances-vie | | | | |
| - Mécénat | 21 350 | 21 350 | 26 000 | 26 000 |
| 1.3 Autres produits liés à la générosité du public | | | 10 340 | 10 340 |
| 2-PRODUITS NON LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC | | | | |
| 2.1 Cotisations statutaires | 24 179 | | 18 055 | |
| 2.2 Parrainage des entreprises | | | | |
| 2.3 Contributions financières sans contrepartie | 235 883 | | 180 068 | |
| 2.4 Autres produits non liés à la générosité du public | 242 865 | | 235 517 | |
| 3-SUBVENTIONS | 224 831 | | 237 074 | |
| 4-REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS | | | | |
| 5-UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS | 72 421 | 32 714 | 22 172 | 7 096 |
| TOTAL | 1 212 434 | 444 970 | 1 127 401 | 441 611 |
| CHARGES PAR DESTINATION | | | | |
| 1-MISSIONS SOCIALES | | | | |
| 1.1 Réalisées en France | | | | |
| - Actions réalisées par l'organisme | 985 720 | 382 117 | 878 322 | 387 124 |
| - Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France | 20 414 | 1 831 | 13 000 | 1 629 |
| 1.2 Réalisées à l'étranger | | | | |
| - Actions réalisées par l'organisme | 279 | 279 | | |
| - Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant à l'étranger | 51 500 | 51 496 | 24 220 | 12 382 |
| 2-FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS | | | | |
| 2.1 Frais d'appel à la générosité du public | 20 952 | | 19 631 | |
| 2.2 Frais de recherche d'autres ressources | 5 826 | | 6 459 | |
| 3-FRAIS DE FONCTIONNEMENT | 83 462 | | 112 715 | |
| 4-DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS | | | | |
| 5-IMPOT SUR LES BENEFICES | | | | |
| 6-REPORT EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE | 13 228 | 9 247 | 100 255 | 40 477 |
| TOTAL | 1 181 381 | 444 970 | 1 154 601 | 441 611 |
| EXCEDENT OU DEFICIT | 31 053 | | -27 200 | |

| B-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE | EXERCICE 2024 | | EXERCICE 2023 | |
|---|---------------|---------------------------|---------------|---------------------------|
| | TOTAL | Dont générosité du public | TOTAL | Dont générosité du public |
| PRODUITS PAR ORIGINE | | | | |
| 1-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC | | | | |
| - Bénévolat | 1 130 033 | 1 130 033 | 983 430 | 983 430 |
| - Prestations en nature | 369 356 | 369 356 | 355 019 | 355 019 |
| - Dons en nature | 621 921 | 621 921 | 783 111 | 783 111 |
| 2-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES NON LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC | | | | |
| 3-CONCOURS PUBLICS EN NATURE | | | | |
| - Prestations en nature | 46 044 | | 37 674 | |
| - Dons en nature | 275 921 | | 295 464 | |
| TOTAL | 2 443 276 | 2 121 311 | 2 454 698 | 2 121 560 |
| CHARGES PAR DESTINATION | | | | |
| 1-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES | | | | |
| - Réalisées en France | 2 190 660,04 | 1 913 350,41 | 2 196 234,95 | 1 914 607,36 |
| - Réalisées à l'étranger | 80 731,78 | 66 460,64 | 38 399,00 | 30 746,30 |
| 2-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS | 41 752 | 34 371 | 41 364 | 33 120 |
| 3-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT | 130 132 | 107 128 | 178 700 | 143 086 |
| TOTAL | 2 443 276 | 2 121 311 | 2 454 698 | 2 121 560 |

| | | | | | | |
|--|---------------------------------|---------------|--|---------------|---------------|--|
| FED JR 035 0 00000 000058 | Fédération de l'ILLE ET VILAINE | | | | | |
| CER | | | | | | |
| EMPLOIS PAR DESTINATION | EXERCICE 2024 | EXERCICE 2023 | RESSOURCES PAR ORIGINE | EXERCICE 2024 | EXERCICE 2023 | |
| EMPLOIS DE L'EXERCICE | | | RESSOURCES DE L'EXERCICE | | | |
| 1-MISSIONS SOCIALES | | | 1-RESSOURCES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC | | | |
| 1.1 Réalisées en France | | | 1.1 Cotisations | | | |
| - Actions réalisées par l'organisme | 382 117 | 387 124 | 1.2 Dons, legs et mécénat | | | |
| - Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France | 1 831 | 1 629 | - Dons manuels | 390 906 | 398 175 | |
| 1.2 Réalisées à l'étranger | | | - Legs, donations et assurances-vie | | | |
| - Actions réalisées par l'organisme | 279 | | - Mécénat | 21 350 | 26 000 | |
| - Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant à l'étranger | 51 496 | 12 382 | 1.3 Autres produits liés à la générosité du public | | 10 340 | |
| 2-FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS | | | | | | |
| 2.1 Frais d'appel à la générosité du public | | | | | | |
| 2.2 Frais de recherche d'autres ressources | | | | | | |
| 3-FRAIS DE FONCTIONNEMENT | | | | | | |
| TOTAL DES EMPLOIS | 435 723 | 401 134 | TOTAL DES RESSOURCES | 412 256 | 434 515 | |
| 4-DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS | | | 2-REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS | | | |
| 5-REPORT EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE | 9 247 | 40 477 | 3-UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS | 32 714 | 7 096 | |
| EXCEDENT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE | | | DEFICIT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE | | | |
| TOTAL | 444 970 | 441 611 | TOTAL | 444 970 | 441 611 | |

| | | |
|---|---|---|
| RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN DEBUT D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES) | | |
| (+) Excédent ou (-) insuffisance de la générosité du public | | |
| (-) Investissements et (+) désinvestissements nets liés à la générosité du public de l'exercice | - | - |
| RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES) | - | - |

| | | | | | |
|---|---------------|---------------|---|---------------|---------------|
| CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES | EXERCICE 2024 | EXERCICE 2023 | | EXERCICE 2024 | EXERCICE 2023 |
| EMPLOIS DE L'EXERCICE | | | RESSOURCES DE L'EXERCICE | | |
| 1-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES | | | 1-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC | | |
| - Réalisées en France | 1 913 350 | 1 914 607 | - Bénévolat | 1 130 033 | 983 430 |
| - Réalisées à l'étranger | 66 461 | 30 746 | - Prestations en nature | 369 356 | 355 019 |
| 2-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS | 34 371 | 33 120 | - Dons en nature | 621 921 | 783 111 |
| 3-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT | 107 128 | 143 086 | | | |
| TOTAL | 2 121 311 | 2 121 560 | TOTAL | 2 121 311 | 2 121 560 |

| | | |
|--|---------------|---------------|
| FONDS DEDIES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC | EXERCICE 2024 | EXERCICE 2023 |
| FONDS DEDIES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN DEBUT D'EXERCICE | 48 546 | 15 164 |
| (-) Utilisation | 32 714 | 7 096 |
| (+) Report | 9 247 | 40 477 |
| FONDS DEDIES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE | 25 078 | 48 546 |